

Deux mots à Charles Gave sur son rapport prônant la destruction de l'euro

Posté le : 9 mars 2017 13:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Analyse sectorielle

Charles Gave et Romain Métiwet ont réalisé une étude sur *la destruction de l'Europe par l'Euro*, pour le compte de leur Institut des libertés. Il stimule quelques réflexions que nous avons mises en face des thèmes du résumé publié en première page.

* L'Euro est un échec et une aberration économique qui accentue les déséquilibres entre économies hétérogènes.

Le constat est immanquable. Il y a bien eu divergences et elles ont été accrues par les mesures prises pour tenter de réduire les dérives budgétaires de certains pays. À partir du moment où la dévaluation n'est plus possible, il est clair que l'ajustement devient une difficulté. Le rapport n'envisage pas une des possibilités : mettre en place des règles, des dispositifs et des institutions qui permettent de pousser à la convergence. Pour notre part, nous considérons que cette direction-là offre encore de nombreuses possibilités inexplorées qui vaudraient mieux que la destruction de la zone Euro.

* Une monnaie sans nation n'est historiquement pas viable.

L'or a été une monnaie sans nation pendant des millénaires. La question se pose pour les monnaies administratives (Fiat monnaie). On ne sait toujours pas comment les gérer sur une base multinationale. La question a été posée à Bretton Woods avec une solution bancaire qui a explosé politiquement en 1971. En fait, on improvise depuis 1914. Mais une solution est possible.

* Le saut fédéral est politiquement impossible et serait économiquement inefficace.

Sans doute. Mais on peut trouver des solutions collaboratives efficaces sans aller jusqu'au fédéralisme.

1. L'Allemagne ne peut pas payer pour l'Euro car cela coûterait plus que le plan Marshall.

L'argument est plus polémique qu'économique. Ce ne sont pas les stocks qui comptent mais les flux. Mieux organisés les flux peuvent se réorienter très rapidement. La question d'organisation l'emporte sur l'assertion fracassante.

* Une dissolution est préférable à une sortie unilatérale.

Sans aucun doute. Mais il faut bien expliquer les conséquences prévisibles. Et le rapport ne le fait pas.

* Le retour de la monnaie nationale permettrait de financer l'ajustement, comme au Canada et en Suède.

L'ajustement en Suède et au Canada s'est fait après la terrible crise de 92-93, en réduisant très fortement la dépense publique, aussi bien du côté des dépenses sociales que de celui des effectifs publics. Il a été favorisé par la croissance exceptionnelle des années 1996-2000, spécialement riche en emplois et en recettes. La hausse massive du dollar a permis un ajustement plus facile. Mais ce n'est pas la politique monétaire qui a permis de sortir principalement du gouffre.

* Les réformes structurelles restent nécessaires pour rétablir les finances publiques et accroître la productivité.

Ce sont elles qui ont réussi en Suède et au Canada dans un contexte conjoncture très particulier qui n'est plus là. Elles sont non seulement nécessaires mais primordiales. Cela vaut naturellement pour la France. Reste à trouver la méthode en l'absence de véritable croissance conjoncturelle et alors que le risque d'une minirécession se précise.

Surtout, le rapport évite soigneusement de se pencher sur la vraie grande question : pourquoi depuis 1971, les récessions sont-elles toujours plus graves, la croissance voit-elle son taux baisser et la dette s'envoler ? En ne regardant qu'un sous-système, effectivement dysfonctionnel, mais qui peut être corrigé si le système global l'est aussi, et si les réformes nécessaires se font au-dessous, à l'échelon national, il se prive d'une clé d'interprétation capitale et surtout d'un levier pour comprendre et agir.

La destruction de la zone Euro ne réglera rien en elle-même et risque même de compliquer une évolution plus favorable.